

Canadian Museum of
Immigration at Pier 21



Musée canadien de
l'immigration du Quai 21

Loi sur la protection des renseignements personnels

Rapport annuel 2020-2021



Canada 

Musée canadien de l'immigration du Quai 21

Rapport annuel sur l'administration de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

1^{er} avril 2020 au 31 mars 2021

1. Introduction

Le Musée canadien de l'immigration du Quai 21 (Le Musée) est heureux de présenter son rapport annuel sur l'administration de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* pour l'exercice 2020-2021, conformément à l'article 72 de la *Loi*. En vertu de la *Loi*, ce rapport est déposé au Parlement.

La *Loi sur la protection des renseignements personnels* protège les renseignements personnels des particuliers qui sont détenus par le Musée.

Mandat

Le 25 novembre 2010, la législation visant à créer le Musée canadien de l'immigration du Quai 21 est entrée en vigueur. En vertu de la *Loi sur les Musées*, le Musée canadien de l'immigration du Quai 21 est une personne morale appartenant entièrement à l'État. Il fonctionne de façon indépendante du gouvernement dans ses opérations, ses activités et sa programmation quotidiennes.

Situé au Quai 21, lieu historique national du Port de Halifax, le Musée, constitué par le gouvernement fédéral, est une société d'État au sein du portefeuille de Patrimoine canadien. Il est l'un des deux seuls musées nationaux à avoir été créé en une génération et le deuxième à être situé en dehors de la région de la capitale nationale.

Les amendements à la *Loi sur les musées* créant le mandat du Musée stipulent :

Le but du Musée canadien de l'immigration du Quai 21 est d'explorer le thème de l'immigration au Canada en vue d'accroître la compréhension du public à l'égard des expériences vécues par les immigrants au moment de leur arrivée au Canada, du rôle essentiel que l'immigration a joué dans le développement du Canada et de la contribution des immigrants à la culture, à l'économie et au mode de vie canadiens.

Le rôle général en matière de politique publique du Musée est énoncé au préambule de la *Loi sur les musées*, qui déclare que chaque musée national :

- a) « joue un rôle fondamental, seul ou en collaboration avec d'autres musées ou institutions analogues, dans la conservation et la promotion, dans l'ensemble

du Canada et à l'étranger, du patrimoine du Canada et de tous ses peuples, de même que dans la constitution de la mémoire collective de tous les Canadiens et Canadiennes et dans l'affirmation de l'identité canadienne »;

b) « *représente tant une source d'inspiration et de connaissance qu'un lieu de recherche et de divertissement qui appartient à tous les Canadiens et Canadiennes, et offre dans les deux langues officielles un service essentiel à la culture canadienne et accessible à tous.* »

2. Structure organisationnelle

Le Musée est présidé par un conseil d'administration qui est présentement formé de onze membres provenant de partout au Canada. Ces membres sont nommés par le Ministre, avec l'accord du gouverneur en conseil. La première directrice du Musée, qui est la chef de la direction, a été nommée le 20 octobre 2011 et est responsable du fonctionnement et de l'administration de la Société.

En 2012-2013, la secrétaire de la Société a pris en charge les responsabilités de coordonnatrice de l'accès à l'information et aux renseignements personnels. Le Musée n'a pas d'autres employés travaillant dans ce domaine.

La coordonnatrice de l'accès à l'information et aux renseignements personnels est chargée d'administrer la *Loi sur la protection des renseignements personnels* au sein du Musée canadien de l'immigration du Quai 21. Son mandat est d'agir au nom de la chef de la direction afin d'assurer le respect des dispositions législatives, des règlements et des politiques gouvernementales, en plus de créer des directives et des normes concernant tout ce qui touche à la *Loi*. Cela comprend de veiller au traitement des demandes et de fournir des conseils professionnels et de la formation professionnelle.

Le Musée n'a pas d'entente de services en vertu de l'article 73 (1) de la *Loi*.

3. Ordonnance de délégation de pouvoirs

En vertu de l'article 73 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, le Musée a délégué son autorité à la coordonnatrice de l'accès à l'information et aux renseignements personnels afin qu'elle puisse exercer ou accomplir tous les pouvoirs, toutes les responsabilités et toutes les fonctions de la chef de la direction en ce qui concerne la *Loi*, dans la mesure où ils sont exercés ou accomplis en lien avec le Musée. L'ordonnance de délégation de pouvoirs est présentée à l'annexe A.

4. Rendement de 2020-2021

Les détails sur le rendement pendant l'exercice 2020-2021 se trouvent dans le Rapport statistique produit conformément à la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et dans le Rapport statistique supplémentaire concernant l'impact des mesures liées à la COVID-19, joint à l'Annexe B.

En résumé :

- Le Musée n'a reçu aucune demande en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* pendant la période visée par le rapport.
- Il n'y a pas eu de plainte ou d'enquête pendant cette période.
- Une seule évaluation des incidences sur la vie privée a été réalisée.
- Il n'y a pas eu de divulgation en vertu de l'article 8(2) (e), (f), (g) et (m) de la *Loi*, car il n'y a pas eu de demande.
- Aucune consultation n'a été effectuée pour d'autres organisations au cours de la période visée par le rapport, et aucune consultation n'a été effectuée depuis que la société est devenue une société d'État.
- Comme le souligne le tableau 1 présenté ci-dessous, il n'y a pas de tendance pluriannuelle à signaler, car le Musée n'a pas reçu de demande en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* depuis qu'il est devenu une société d'État.
- Il n'y a pas eu d'atteinte importante à la vie privée pendant cette période.
- Le Musée n'a pas de système officiel pour surveiller le temps nécessaire au traitement des demandes liées aux renseignements personnels.

Tableau 1: demande en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021
Nombre de demandes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Demandes informelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

- La COVID-19 n'a pas affecté la capacité du Musée à respecter ses responsabilités telles qu'énoncées par la *Loi sur la protection des renseignements*, car aucune demande n'a été reçue pendant la fermeture du Musée et de ses bureaux. Selon la nature de la demande, la capacité du Musée à répondre aux demandes futures pourrait être affectée si la pandémie de COVID-19 exige une nouvelle fermeture des bureaux du Musée.

5. Formation et sensibilisation

Il n'y a pas eu de séance de formation officielle concernant la *Loi sur l'accès à l'information* et la *Loi sur la protection des renseignements personnels* au cours de la période de référence. Plus de 85 % des employés ont reçu une formation et les

nouveaux employés ont été informés de leurs obligations pendant leur orientation. De la formation supplémentaire et des conseils sont fournis aux particuliers ou aux équipes selon leurs besoins et leurs responsabilités.

6. Politiques, lignes directrices, procédures et initiatives

Aucune nouvelle politique, directive, procédure ou initiative en matière de confidentialité n'a été préparée en 2020-2021. Le Musée respecte les politiques et les directives du Conseil du Trésor.

7. Sommaire des enjeux clés et mesures prises à l'égard des plaintes

Il n'y a pas eu de plainte liée à la protection de la vie privée en 2020-2021. Il n'y a pas eu de vérification ou d'enquête pendant cette période de référence.

8. Surveillance de la conformité

Le Musée n'a jamais reçu de demande en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et n'a donc pas surveillé les délais de traitement des demandes concernant les renseignements personnels ou des demandes concernant la rectification de renseignements personnels.

9. Atteintes substantielles à la vie privée

Il n'y a pas eu d'atteinte importante à la vie privée pendant cette période.

10. Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée

Le Musée a fait appel à l'agence d'impact sur la vie privée pour réaliser sa première évaluation des facteurs relatifs à la vie privée (EFVP) en 2020-2021. La version finale de l'EFVP fournit une évaluation éclairée des risques d'atteinte à la vie privée associés au service de location d'installations du Musée et fournit des recommandations pour atténuer les risques d'atteinte à la vie privée identifiés à un niveau acceptable. L'EFVP a été soumise à l'approbation du commissaire à la protection de la vie privée le 21 mai 2021. Un hyperlien vers le résumé sera fourni dans le rapport annuel 2021-2022.

11. Divulgations d'intérêt public

Aucune divulgation n'a été faite en vertu du paragraphe 8 (2)(m) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* pendant cette période.

Annexe A – Ordonnance de délégation de pouvoirs

Delegation Order / Ordonnance de délégation de pouvoirs

The President and Chief Executive Officer of the Canadian Museum of Immigration at Pier 21, pursuant to section 95 (1) of the *Access to Information Act* and section 73 of the *Privacy Act*, hereby designates the persons holding the positions set out in the schedule hereto, or the persons occupying on an acting basis those positions, to exercise the powers, duties and functions of the President and Chief Executive Officer as the head of the Canadian Museum of Immigration at Pier 21, under the provisions of the Act and related regulations set out in the schedule opposite each position.

Conformément à l'article 95 (1) de la *Loi sur l'accès à l'information* et à l'article 73 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, le président-directeur général du le Musée canadien de l'immigration du Quai 21 désigne par la présente les personnes occupant les postes figurant dans le tableau ci-dessous, ou les personnes occupant ces postes à titre intérimaire, pour qu'elles exercent les pouvoirs et les fonctions du président-directeur général en tant que chef du Musée canadien de l'immigration du Quai 21, conformément aux modalités de la loi et des règlements afférents, indiqués dans le tableau.

Position Title/ Titre du poste	Scope/ Secteur	Authority/ Délégation	
		<i>Access to Information Act/ Loi sur l'accès à l'information</i>	<i>Privacy Act/ Loi sur la protection des renseignements personnels</i>
Corporate Secretary/ Secrétaire de la Société	Museum/Musée	Total/Complet	Total/Complet

Dated at Halifax, NS, this 1st day of April, 2020.

Daté à Halifax, N.-É., ce 1 jour de avril 2020.



Marie Chapman
Chief Executive Officer, Chef de la direction

Rapport statistique sur la Loi sur la protection des renseignements personnels

Nom de l'institution: Musée canadien de l'immigration du Quai 21

Période d'établissement de rapport : 2020-04-01 au 2021-03-31

Section 1: Demandes en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels

	Nombre de demandes
Reçues pendant la période d'établissement de rapport	0
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	0
Total	0
Fermées pendant la période d'établissement de rapport	0
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport	0

Section 2: Demandes fermées pendant la période d'établissement de rapport

2.1 Disposition et délai de traitement

Disposition des demandes	Délai de traitement							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communication totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Aucun document n'existe	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

TBS/SCT 350-63

Canada

2.2 Exceptions

Article	Nombre de	Article	Nombre de	Article	Nombre de
18(2)	0	22(1)(a)(i)	0	23(a)	0
19(1)(a)	0	22(1)(a)(ii)	0	23(b)	0
19(1)(b)	0	22(1)(a)(iii)	0	24(a)	0
19(1)(c)	0	22(1)(b)	0	24(b)	0
19(1)(d)	0	22(1)(c)	0	25	0
19(1)(e)	0	22(2)	0	26	0
19(1)(f)	0	22.1	0	27	0
20	0	22.2	0	27.1	0
21	0	22.3	0	28	0
		22.4	0		

2.3 Exclusions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
69(1)(a)	0	70(1)	0	70(1)(d)	0
69(1)(b)	0	70(1)(a)	0	70(1)(e)	0
69.1	0	70(1)(b)	0	70(1)(f)	0
		70(1)(c)	0	70.1	0

2.4 Support des documents communiqués

Papier	Électronique	Autres
0	0	0

2.5 Complexité

2.5.1 Pages pertinentes traitées et communiquées

Nombre de pages traitées	Nombre de pages communiquées	Nombre de demandes
0	0	0

2.5.2 Pages pertinentes traitées et communiquées en fonction de l'ampleur des demandes

Moins de 100 pages traitées	101 à 500 pages traitées	501 à 1 000 pages traitées	1 001 à 5 000 pages traitées	Plus de 5 000 pages traitées

Disposition	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
Communication totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

2.5.3 Autres complexités

Disposition	Consultation requise	Avis juridique	Renseignements entremêlés	Autres	Total
Communication totale	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0

2.6 Demandes fermées

2.6.1 Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la loi

	Demandes fermées dans les délais prévus par la loi
Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la loi	0
Pourcentage des demandes fermées dans les délais prévus par la loi (%)	0

2.7 Présomptions de refus

2.7.1 Motifs du non-respect des délais prévus par la loi

Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la loi	Motif principal			
	Entrave au fonctionnement /Charge de travail	Consultation externe	Consultation interne	Autres
0	0	0	0	0

2.7.2 Demandes fermées au-delà des délais prévus par la loi (y compris toute prolongation prise)

Nombre de jours au-delà des délais prévus par la loi	Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la loi où aucune prolongation n'a été prise	Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la loi où une prolongation a été prise	Total
1 à 15 jours	0	0	0
16 à 30 jours	0	0	0
31 à 60 jours	0	0	0
61 à 120 jours	0	0	0
121 à 180 jours	0	0	0
181 à 365 jours	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0
Total	0	0	0

2.8 Demandes de traduction

Demandes de traduction	Acceptées	Refusées	Total
De l'anglais au français	0	0	0
Du français à l'anglais	0	0	0
Total	0	0	0

Section 3: Communications en vertu des paragraphes 8(2) et 8(5)

Alinéa 8(2)e)	Alinéa 8(2)m)	Paragraphe 8(5)	Total
0	0	0	0

Section 4: Demandes de correction de renseignements personnels et mentions

Disposition des demandes de correction reçues	Nombre
Mentions annexées	0
Demandes de correction acceptées	0

121 à 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 à 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

7.2 Demandes auprès du Bureau du Conseil privé

Nombre de jours	Moins de 100 pages traitées		De 101 à 500 pages traitées		De 501 à 1 000 pages traitées		De 1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
1 à 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 à 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 à 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 à 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 à 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 à 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Section 8: Plaintes et enquêtes

Article 31	Article 33	Article 35	Recours judiciaire	Total
0	0	0	0	0

0

Section 9: Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée (ÉFVP)

9.1 Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée

Nombre d'ÉFVP terminées	1
-------------------------	---

9.2 Fichiers de renseignements personnels

Fichiers de renseignements personnels	Actifs	Créés	Supprimés	Modifiés
	0	0	0	0

Section 10: Atteintes substantielles à la vie privée

Nombre d'atteintes substantielles à la vie privée signalées au SCT	0
Nombre d'atteintes substantielles à la vie privée signalées au CPVP	0

Section 11: Ressources liées à la Loi sur la protection des renseignements personnels

11.1 Coûts

Dépenses	Montant
Salaires	\$0
Heures supplémentaires	\$0
Biens et services	\$15,000
• Contrats de services professionnels	\$15,000
• Autres	\$0
Total	\$15,000

11.2 Ressources humaines

Ressources	Années-personnes consacrées aux activités liées à la protection des renseignements personnels
Employés à temps plein	0.000
Employés à temps partiel et occasionnels	0.000
Employés régionaux	0.000
Experts-conseils et personnel d'agence	0.167
Étudiants	0.000
Total	0.167

Remarque : Entrer des valeurs à deux décimales.